



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 57.526/4
du 10 juin 2015

sur

un avant-projet de loi
'modifiant la loi du
21 mars 1991 portant réforme
de certaines entreprises
publiques économiques'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 57.526/4
van 10 juni 2015

over

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van de wet van
21 maart 1991 betreffende de
hervorming van sommige
economische
overheidsbedrijven'

Le 12 mai 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 10 juin 2015. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 juin 2015.

*

Op 12 mei 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 10 juni 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 juni 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'article 12 de l'avant-projet vise à insérer un article 54/7 dans la loi du 21 mars 1991 'portant réformes de certaines entreprises publiques économique', rédigé comme suit :

« Art. 54/7. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 39, §§ 3 et 4, et, le cas échéant, aux articles 60/1, § 3, et 147bis, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, aux conditions qu'il détermine, autoriser des opérations ayant pour conséquence que la participation des autorités publiques dans le capital des entreprises publiques autonomes visées à l'article 54/5 descende en dessous de cinquante pour cent plus une action.

Dans ce cadre, le Gouvernement se laisse guider par l'importance stratégique d'une participation dans les entreprises publiques visées à l'article 54/5, la nécessité d'un ancrage belge, la contribution essentielle que les entreprises publiques autonomes visées à l'article 54/5 peuvent apporter dans l'objectif d'une croissance économique durable, son utilité sociale et l'impact sur l'emploi.

§ 2. Dès que la participation des autorités publiques dans le capital de l'une des entreprises publiques autonomes visées l'article 54/5 descend en dessous de cinquante pour cent plus une action en application du paragraphe 1^{er}, cette entreprise cesse de ressortir de la catégorie des entreprises publiques autonomes et est supprimée de la liste de l'article 1^{er}, § 4, sans préjudice des dispositions transitoires prises en vertu de l'article 54/8. Elle est alors convertie en une société anonyme de droit privé, sans interruption de personnalité juridique ».

L'exposé des motifs justifie comme suit les habilitations ainsi données au Roi :

« L'accord de gouvernement prévoit une réflexion stratégique relative aux participations des autorités publiques en fonction de la réduction de la dette (point 8.2.10).

À cet égard, il apparaît opportun de mettre en place un cadre permettant au Gouvernement d'autoriser, sans nouvelle modification législative, d'éventuelles opérations ayant pour conséquence que la participation des autorités publiques dans les entreprises publiques autonomes cotées en bourse soit ramenée à un niveau inférieur à la limite actuelle de 50 % plus une action.

Le seuil de 50 % plus une action n'est pas purement et simplement abandonné. L'opération aboutissant au franchissement à la baisse de ce seuil requiert l'autorisation spécifique du Roi au moyen d'un arrêté délibéré en Conseil des ministres. Dans ce cadre, le Gouvernement se laisse guider par l'importance stratégique d'une participation dans les entreprises publiques autonomes cotées, la nécessité d'un ancrage belge, la contribution essentielle que les entreprises publiques autonomes cotées peuvent apporter dans l'objectif d'une croissance économique durable, son utilité sociale et l'impact sur l'emploi. Cet arrêté pourra ainsi également subordonner l'autorisation à toutes conditions

que, dans les circonstances d'espèce, le Gouvernement estime nécessaires ou opportunes dans l'intérêt de l'État, de l'entreprise ou des usagers des services de celle-ci.

Le projet de loi ne fixe pas de seuil minimal en-dessous duquel la participation des autorités publiques ne pourra pas descendre, ce qui n'empêche pas qu'une minorité de blocage, par exemple de 25 % plus une action, pourrait être maintenue afin de conférer aux autorités publiques un pouvoir de veto sur des décisions stratégiques telles que des modifications du capital, de la structure et des statuts de l'entreprise concernée.

L'habilitation que le présent projet de loi propose d'ainsi donner au Roi est appropriée étant donné que le timing d'une opération sur des titres cotés en bourse et le caractère confidentiel des négociations y relatives s'accommoderaient mal de la relative longueur du processus législatif parlementaire. Les entreprises publiques et les autorités publiques qui en sont actionnaires pourraient, en raison de ce délai, laisser passer des opportunités au détriment de leur intérêt.

Au cas où, à la suite d'une opération autorisée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, la majorité du capital d'une entreprise cotée en bourse ne serait plus détenue par des autorités publiques, le statut de droit public de cette entreprise ne pourrait plus être maintenu. Par ailleurs, selon une jurisprudence constante de la Cour de Justice de l'Union européenne relative aux dénommées '*golden shares*' et mécanismes comparables, des droits de contrôle spéciaux conférant aux autorités publiques une influence sur la gestion excédant leur poids proportionnel d'actionnaire, constituent en principe une restriction inadmissible à la libre circulation des capitaux entre les États membres. L'entreprise concernée devra donc être, à compter de ce moment, soustraite à la loi du 21 mars 1991 ».

2. L'article 54/7, § 1^{er}, en projet, habilite le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, à autoriser, à un moment qu'Il choisira, des opérations ayant pour conséquence que la participation des autorités publiques dans le capital des entreprises publiques autonomes visées à l'article 54/5 en projet descende en dessous de cinquante pour cent plus une action. Comme l'indique le commentaire de l'article 13 de l'exposé des motifs, cette décision « devra nécessairement s'accompagner de certaines dispositions transitoires » que le Roi est par ailleurs également habilité à prendre par arrêté délibéré en Conseil des ministres en application de l'article 54/8 en projet, ces pouvoirs expirant toutefois le 31 décembre 2018, en vertu de l'article 54/9, alinéa 2, en projet.

Il s'ensuit que cette date limite est également celle qui doit s'appliquer à l'article 54/7, § 2, en projet puisque la mise en œuvre de cette disposition aura pour effet de sortir l'entreprise publique concernée du champ d'application de la loi du 21 mars 1991 et de la convertir de plein droit en société anonyme de droit privé.

3. Afin de permettre la réalisation de l'opération de privatisation autorisée par l'article 12 de l'avant-projet à l'examen et d'accompagner celle-ci, l'article 13 de l'avant-projet entend insérer dans la loi du 21 mars 1991 un article 54/8 nouveau qui confère au Roi plusieurs habilitations dans l'hypothèse où Il autorise une opération visée à l'article 54/7, § 1^{er}, en projet (article 12 de l'avant-projet).

Les habilitations ainsi conférées au Roi par l'article 54/8, en projet, sont similaires à celles conférées au Roi par l'article 157 de la loi-programme du 30 décembre 2001, disposition

relative à la privatisation de la Brussels International Airport Company (BIAC). Les habilitations de l'avant-projet permettent au Roi de prendre toutes les mesures utiles afin de :

« 1° maintenir, en vue de la continuité du service public, les dispositions relatives aux missions de service public de l'entreprise concernée et au contrat de gestion y afférent, et ce, pour une période transitoire expirant au plus tard le 31 décembre 2020 ;

2° supprimer les dispositions légales liées au statut de droit public de l'entreprise concernée ;

3° régler les relations individuelles de travail entre l'entreprise concernée et les travailleurs qui, à la date effective de l'opération visée à l'article 54/7, § 1^{er}, appartiennent au personnel statutaire de l'entreprise, de manière à assurer la continuité des droits de ces travailleurs en matière de stabilité d'emploi, de rémunération et de pension prévus dans les réglementations de base du statut du personnel établi conformément aux articles 34 et 35 ;

4° régler l'application des lois en matière de sécurité sociale des travailleurs aux membres du personnel visés au 3°, y compris aligner les interdictions en matière de cumul de pensions avec celles applicables dans le secteur privé ;

5° organiser un régime transitoire en matière de relations collectives de travail au sein de l'entreprise concernée jusqu'aux élections sociales qui doivent se tenir dans les trois ans de l'opération visée à l'article 54/7, § 1^{er} ».

Pour sa part, l'article 14 de l'avant-projet vise à insérer un article 54/9 nouveau dans la loi du 21 mars 1991 qui prévoit que les arrêtés pris en vertu de l'article 54/8 en projet pourront « modifier, compléter, remplacer ou abroger les dispositions légales en vigueur », étant entendu toutefois que les pouvoirs accordés au Roi par l'article 54/8 en projet expireront le 31 décembre 2018 et qu'après cette date, les arrêtés pris en vertu de cette disposition législative ne pourront plus être modifiés, complétés, remplacés ou abrogés que par une loi.

4. L'ensemble des pouvoirs spéciaux ici consentis au Roi par les dispositions à l'examen, qui Lui permettent donc de modifier, de compléter, de remplacer ou d'abroger des dispositions législatives, a pour objet d'opérer l'éventuelle transformation de personnes morales de droit public en personnes morales de droit privé, tout en assurant la continuité d'un service public pour un terme maximum déterminé et en permettant de garantir la situation sociale des travailleurs statutaires des personnes morales concernées, toutes matières qui relèvent en principe de la compétence du législateur.

Lorsque le Roi modifie, complète, remplace ou abroge des dispositions légales sur la base d'une loi prise en application de l'article 105 de la Constitution, ces arrêtés doivent faire l'objet d'une confirmation législative dans la mesure où ils touchent à des matières que la Constitution a réservées au législateur¹.

Tel est, en toute hypothèse, le cas pour les matières visées à l'article 54/8, 3°, 4° et 5°, en projet.

¹ Voir l'avis 25.169/1/8 donné les 31 mai et 4 juin 1996 sur un avant-projet devenu la loi du 26 juillet 1996 'portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions' (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 607/1, pp. 54-80, sp. pp. 58-59).

Pour les arrêtés pris dans ces matières, le législateur doit également prévoir qu'en l'absence de confirmation dans le délai qu'il fixe, ceux-ci sont réputés n'avoir jamais produit leurs effets ².

Par ailleurs, pour ce qui est des matières qui ne sont pas celles que la Constitution a expressément réservées au législateur, rien n'empêche que ce dernier, lorsqu'il permet au Roi de modifier la législation sur la base de l'article 105 de la Constitution, prévoie que ces arrêtés doivent faire l'objet d'une confirmation législative ³.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 5

L'article 5 de l'avant-projet envisage d'insérer un article 54/1 dans la loi du 21 mars 1991, rédigé comme suit :

« Art. 54/1. § 1^{er}. Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux entreprises publiques autonomes qui sont principalement actives dans des secteurs ouverts à la concurrence d'autres opérateurs.

§ 2. Une entreprise publique autonome est principalement active dans des secteurs ouverts à la concurrence d'autres opérateurs lorsque, pour le dernier et l'avant-dernier exercice clôturé, au moins septante-cinq pour cent de son chiffre d'affaires annuel, hors taxe sur la valeur ajoutée, tel qu'il résulte des comptes annuels pour l'exercice en question, est dérivé d'activités qui sont ouvertes à la concurrence sans être réservées, par ou en vertu de la loi, à un ou plusieurs opérateurs déterminés. Le Roi classe les entreprises publiques autonomes dans la catégorie visée au § 1^{er} par arrêté délibéré en Conseil des ministres et en fixe la date d'entrée en vigueur. Celles-ci seront reprises au § 3.

§ 3. Les entreprises publiques autonomes qui sont classées parmi les entreprises publiques autonomes principalement actives dans des secteurs ouverts à la concurrence d'autres opérateurs sont

1° Belgacom,

2° bpost ».

Cette disposition manque de clarté.

À priori, elle semble devoir être comprise comme classant elle-même, en son paragraphe 3, Belgacom et bpost parmi les entreprises publiques autonomes principalement actives dans des secteurs ouverts à la concurrence, et ce, sans qu'aucun arrêté royal doive intervenir pour ce faire.

Dans ce contexte, l'habilitation conférée au Roi par le paragraphe 2 de la disposition à l'examen semble devoir être comprise comme imposant au Roi de classer dans la

² C.C., 18 février 1998, n° 18/98 et C.C., 1^{er} décembre 2004, n° 195/2004.

³ Voir l'article 164, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 2001.

catégorie des entreprises publiques autonomes principalement actives dans des secteurs ouverts à la concurrence, les entreprises publiques autonomes autres que Belgacom et bpost qui, à l'avenir, rempliraient les critères énumérés au même paragraphe 2.

Quelle que soit l'intention de l'auteur de l'avant-projet, le texte en projet sera revu de manière à la faire mieux apparaître.

Article 11

Il y a une incohérence entre l'article 54/6, 5°, en projet, qui prévoit que l'article 20 de la loi du 21 mars 1991 n'est pas applicable aux entreprises publiques autonomes visées à l'article 54/5 en projet et le commentaire de l'article qui précise que « le Gouvernement propose de ne pas écarter [...] les exigences d'équilibre linguistique [notamment celle mentionnée à l'article 20, § 2, deuxième phrase de la même loi] ».

Cette incohérence doit être levée.

Article 12

À l'article 54/7, § 1^{er}, seconde phrase, les mots « le Gouvernement » doivent être remplacés par les mots « le Roi ».

Article 13

Dès lors qu'il est question de supprimer des dispositions légales liées au statut public de l'entreprise ou des entreprises concernées et d'assurer la continuité d'un service public en garantissant des droits sociaux, le législateur ne peut laisser à l'appréciation du Roi le choix de prendre ou non les mesures nécessaires à l'atteinte des objectifs considérés. En d'autres termes, l'article 54/8 doit être rédigé de manière que le Roi soit tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs essentiels énumérés par le texte en projet.

La phrase introductive de l'article 54/8 en projet sera donc rédigée comme suit :

« Art. 54/8. Dans le cas où le Roi autorise une opération visée à l'article 54/7, § 1^{er}, Il prend, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, toutes les mesures nécessaires pour : ».

Article 17

L'article 148bis/4, § 4, en projet, mentionne les « alinéas 1^{er} à 3 » alors que ce paragraphe 4 ne compte que deux alinéas.

Il convient de corriger la disposition.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Artikel 12 van het voorontwerp strekt ertoe in de wet van 21 maart 1991 ‘betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven’ een artikel 54/7 in te voegen dat luidt als volgt:

“Art. 54/7. § 1. In afwijking van artikel 39, §§ 3 en 4, en, in voorkomend geval, van de artikelen 60/1, § 3, en 147bis, kan de Koning, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en onder de voorwaarden die Hij bepaalt, verrichtingen toestaan die tot gevolg hebben dat de deelneming van de overheid in het kapitaal van de in artikel 54/5 bedoelde autonome overheidsbedrijven daalt beneden vijftig percent plus één aandeel.

Daarbij laat de Regering zich leiden door het strategisch belang van een participatie in overheidsbedrijven bedoeld in artikel 54/5, de noodzaak aan Belgische verankering, de essentiële bijdrage die de in artikel 54/5 bedoelde autonome overheidsbedrijven kunnen leveren bij het streven naar duurzame economische groei, zijn maatschappelijk nut en de impact op de tewerkstelling.

§ 2. Zodra de deelneming van de overheid in het kapitaal van een in artikel 54/5 bedoeld autonoom overheidsbedrijf ingevolge de toepassing van paragraaf 1 daalt beneden vijftig percent plus één aandeel, behoort dit bedrijf niet langer tot de categorie van de autonome overheidsbedrijven en wordt het geschrapt uit de lijst van artikel 1, § 4, onverminderd de overgangsbepalingen vastgesteld krachtens artikel 54/8. Het bedrijf wordt alsdan een naamloze vennootschap van privaatrecht, zonder onderbreking van rechtspersoonlijkheid.”

In de memorie van toelichting worden de aldus aan de Koning verleende machtigingen als volgt verantwoord:

“Het regeerakkoord voorziet in een strategische reflectie met betrekking tot overheidsparticipaties in functie van de schuldafbouw (punt 8.2.10).

Met het oog hierop komt het opportuun voor een kader vast te stellen dat de Regering in staat stelt om zonder nieuwe wetswijziging eventuele verrichtingen goed te keuren die tot gevolg hebben dat de overheidsparticipatie in beursgenoteerde autonome overheidsbedrijven daalt beneden de bestaande grens van 50% plus één aandeel.

De drempel van 50% plus één aandeel wordt niet eenvoudigweg afgeschaft. De verrichting die leidt tot een daling beneden deze drempel, vereist de specifieke goedkeuring van de Koning bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Daarbij laat de Regering zich leiden door het strategisch belang van een participatie in de beursgenoteerde autonome overheidsbedrijven, de noodzaak aan Belgische verankering,

de essentiële bijdrage die de beursgenoteerde autonome overheidsbedrijven kan leveren bij het streven naar duurzame economische groei, zijn maatschappelijk nut en de impact op de tewerkstelling. Zo kan dit besluit ook de goedkeuring verbinden aan de voorwaarden die de Regering in de gegeven omstandigheden nodig of opportuun acht in het belang van de Staat, het bedrijf of de gebruikers van zijn diensten.

Het wetsontwerp stelt geen benedengrens vast waaronder de overheidsparticipatie niet mag dalen, hetgeen niet wegneemt dat een blokkeringsminderheid van bijvoorbeeld 25% plus één aandeel zou kunnen worden aangehouden om een vetorecht voor de overheid te behouden ten aanzien van strategische beslissingen zoals wijzigingen van het kapitaal, de structuur en de statuten van het betrokken bedrijf.

De machtiging die dit wetsontwerp aldus aan de Koning beoogt te geven, is aangewezen aangezien de timing van een verrichting op beursgenoteerde effecten en het vertrouwelijk karakter van de betreffende onderhandelingen moeilijk sporen met het relatief lange parlementaire traject van wetgeving. De overheidsbedrijven en de overheid die er aandeelhouder van is, zouden omwille van die vertraging opportuniteiten aan zich voorbij kunnen zien gaan tegen hun belang in.

Indien, als gevolg van een verrichting goedgekeurd bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, de meerderheid van het kapitaal van een beursgenoteerd bedrijf niet langer in handen van de overheid zou zijn, kan het publiekrechtelijk statuut van dit bedrijf niet worden gehandhaafd. Bovendien vormen, volgens een vaste jurisprudentie van het Hof van Justitie van de Europese Unie inzake zogenaamde '*golden shares*' en vergelijkbare mechanismen, bijzondere zeggenschapsrechten van de overheid die haar bestuursinvloed geven boven haar evenredig gewicht als aandeelhouder, in beginsel een ontoelaatbare beperking op de vrijheid van kapitaalverkeer tussen de lidstaten. Het betrokken bedrijf zal derhalve vanaf dat ogenblik uit de wet van 21 maart 1991 moeten worden gelicht."

2. Bij het ontworpen artikel 54/7, § 1, wordt de Koning gemachtigd om bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad op een door Hem te kiezen ogenblik verrichtingen toe te staan die tot gevolg hebben dat de deelneming van de overheid in het kapitaal van de in het ontworpen artikel 54/5 bedoelde autonome overheidsbedrijven daalt tot beneden vijftig percent plus één aandeel. Zoals in de bespreking van artikel 13 van de memorie van toelichting wordt aangegeven, "moet [die beslissing] gepaard gaan met bepaalde overgangsregelingen" die de Koning trouwens eveneens, met toepassing van het ontworpen artikel 54/8, gemachtigd is vast te stellen bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, maar krachtens het ontworpen artikel 54/9, tweede lid, verstrijken die bevoegdheden evenwel op 31 december 2018.

Hieruit volgt dat die uiterste datum ook van toepassing moet zijn op het ontworpen artikel 54/7, § 2, aangezien de tenuitvoerlegging van die bepaling als gevolg zal hebben dat het betrokken overheidsbedrijf uit het toepassingsgebied van de wet van 21 maart 1991 zal treden en het van rechtswege zal worden omgezet in een naamloze vennootschap van privaatrecht.

3. Teneinde de privatiseringsoperatie, die toegestaan is bij artikel 12 van het voorliggende voorontwerp, te kunnen uitvoeren en begeleiden, wil artikel 13 van het voorontwerp in de wet van 21 maart 1991 een nieuw artikel 54/8 invoegen, waarbij aan de Koning verschillende machtigingen worden verleend indien Hij een verrichting toestaat, zoals bedoeld in het ontworpen artikel 54/7, § 1 (artikel 12 van het voorontwerp).

De machtigingen die aldus bij het ontworpen artikel 54/8 aan de Koning worden verleend, vertonen gelijkenis met de machtigingen die aan de Koning verleend zijn bij het artikel 157 van de programmawet van 30 december 2001, een bepaling met betrekking tot de privatisering van Brussels International Airport Company (BIAC). Op grond van de machtigingen die Hem bij het voorontwerp worden verleend, kan de Koning alle nuttige maatregelen nemen om:

“1° met het oog op de continuïteit van de openbare dienst, de bepalingen inzake de opdrachten van openbare dienst van het betrokken bedrijf en inzake het betreffend beheerscontract te laten doorlopen voor een overgangsperiode die ten laatste op 31 december 2020 verstrijkt;

2° de wettelijke bepalingen op te heffen die samenhangen met het publiekrechtelijk statuut van het betrokken bedrijf;

3° de individuele arbeidsverhoudingen te regelen tussen het betrokken bedrijf en zijn werknemers die, op de effectieve datum van de in artikel 54/7, § 1, bedoelde verrichting, deel uitmaken van het statutair personeel van het bedrijf, op zodanige wijze dat de continuïteit van de rechten van deze werknemers inzake vastheid van betrekking, bezoldiging en pensioen die zijn vervat in de grondregels van het personeelsstatuut vastgesteld overeenkomstig de artikelen 34 en 35, wordt gewaarborgd;

4° de toepassing te regelen van de wetten inzake de sociale zekerheid voor werknemers op de personeelsleden bedoeld in 3°, met inbegrip van de afstemming van de cumule beperkingen inzake pensioenen op deze die gelden in de private sector;

5° een passende overgangsregeling uit te werken inzake de collectieve arbeidsverhoudingen bij het betrokken bedrijf tot aan sociale verkiezingen die binnen drie jaar na de in artikel 54/7, § 1, bedoelde verrichting moeten worden gehouden.”

Artikel 14 van het voorontwerp van zijn kant strekt ertoe in de wet van 21 maart 1991 een nieuw artikel 54/9 in te voegen luidens hetwelk de besluiten, die krachtens het ontworpen artikel 54/8 worden vastgesteld, “de van kracht zijnde wettelijke bepalingen [zullen kunnen] wijzigen, aanvullen, vervangen of opheffen”, met dien verstande evenwel dat de bevoegdheden die bij het ontworpen artikel 54/8 aan de Koning worden opgedragen, op 31 december 2018 zullen verstrijken en dat na deze datum de besluiten vastgesteld krachtens die wetgevende bepaling enkel nog bij wet zullen kunnen worden gewijzigd, aangevuld, vervangen of opgeheven.

4. Het geheel van de bijzondere bevoegdheden die hier bij de voorliggende bepalingen aan de Koning worden verleend en die Hem dus in staat stellen wetgevende bepalingen te wijzigen, aan te vullen, te vervangen of op te heffen, strekt ertoe publiekrechtelijke rechtspersonen eventueel om te zetten in privaatrechtelijke rechtspersonen, waarbij wordt gezorgd voor de continuïteit van een openbare dienst gedurende een bepaalde maximumtermijn en de sociale situatie van de statutaire werknemers van de betrokken rechtspersonen kan worden gewaarborgd, aangelegenheden die in beginsel allemaal tot de bevoegdheid van de wetgever behoren.

Wanneer de Koning wettelijke bepalingen wijzigt, aanvult, vervangt of opheft op grond van een wet die is uitgevaardigd met toepassing van artikel 105 van de Grondwet, moeten

die besluiten bij wet worden bekrachtigd voor zover ze aangelegenheden betreffen die de Grondwet in handen legt van de wetgever.¹

Dit is hoe dan ook het geval voor de aangelegenheden bedoeld in het ontworpen artikel 54/8, 3°, 4° en 5°.

Wat de besluiten betreft die zijn vastgesteld met betrekking tot die aangelegenheden, moet de wetgever eveneens bepalen dat ze, zonder bekrachtiging binnen de termijn die hij bepaalt, worden geacht nooit uitwerking te hebben gehad.²

Wat voorts de aangelegenheden betreft die de Grondwet niet uitdrukkelijk aan de wetgever voorbehoudt, staat niets eraan in de weg dat deze laatste, wanneer hij de Koning de mogelijkheid biedt om de wetgeving te wijzigen op grond van artikel 105 van de Grondwet, bepaalt dat die besluiten bij wet bekrachtigd moeten worden.³

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 5

Bij artikel 5 van het voorontwerp wordt overwogen in de wet van 21 maart 1991 een artikel 54/1 in te voegen dat luidt als volgt:

“Art. 54/1. § 1. De bepalingen van dit hoofdstuk gelden voor autonome overheidsbedrijven die hoofdzakelijk werkzaam zijn in sectoren die openstaan voor mededinging door andere marktdeelnemers.

§ 2. Een autonoom overheidsbedrijf is werkzaam in sectoren die openstaan voor mededinging door andere marktdeelnemers, wanneer, voor het laatste en het voorlaatste afgesloten boekjaar, ten minste vijfenzeventig percent van haar jaaromzet, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, zoals die blijkt uit de jaarrekening voor het betrokken boekjaar, werd behaald uit activiteiten die openstaan voor mededinging, zonder bij of krachtens wet te zijn voorbehouden aan een of meer bepaalde exploitanten. De Koning deelt een autonoom overheidsbedrijf in bij de in § 1 bedoelde categorie bij een in Ministerraad overlegd besluit en bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze indeling. Laatstgenoemden worden gerangschikt in § 3.

§ 3. De autonome overheidsbedrijven die zijn ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven die hoofdzakelijk werkzaam zijn in sectoren die openstaan voor mededinging door andere marktdeelnemers zijn:

1° Belgacom,

¹ Zie advies 25.169/1/8, gegeven op 31 mei en op 4 juni 1996, over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 26 juli 1996 ‘tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels’ (*Parl.St.* Kamer 1995-96, nr. 607/1, 54-80, inzonderheid 58-59).

² GwH 18 februari 1998, nr. 18/98 en GwH 1 december 2004, nr. 195/2004.

³ Zie artikel 164, § 2, van de programmawet van 30 december 2001.

2° bpost.”

Die bepaling is onvoldoende duidelijk.

A priori laat het zich aanzien dat de bepaling zo moet worden begrepen dat Belgacom en bpost in paragraaf 3 ervan ingedeeld zijn bij de autonome overheidsbedrijven die hoofdzakelijk werkzaam zijn in sectoren die openstaan voor mededinging, en dit zonder dat daartoe een koninklijk besluit noodzakelijk is.

Daarbij laat het zich aanzien dat de machtiging die bij paragraaf 2 van de voorliggende bepaling aan de Koning wordt verleend zo moet worden begrepen dat de Koning verplicht wordt andere autonome overheidsbedrijven dan Belgacom en bpost, die in de toekomst zouden voldoen aan de in dezelfde paragraaf 2 opgesomde criteria, in te delen bij de categorie van autonome overheidsbedrijven, die hoofdzakelijk werkzaam zijn in sectoren die openstaan voor mededinging.

Wat ook de bedoeling van de steller van het voorontwerp is, moet de ontworpen tekst aldus worden herzien dat die bedoeling duidelijker wordt aangegeven.

Artikel 11

Er is een gebrek aan samenhang tussen het ontworpen artikel 54/6, 5°, dat bepaalt dat artikel 20 van de wet van 21 maart 1991 niet van toepassing is op de autonome overheidsbedrijven bedoeld in het ontworpen artikel 54/5, en de bespreking van het artikel waarin wordt gepreciseerd dat “de regering voor[stelt] niet te raken aan [...] de vereisten van taalevenwicht [met name het vereiste dat vermeld is in artikel 20, § 2, tweede zin, van dezelfde wet]”.

Dit gebrek aan samenhang dient te worden verholpen.

Artikel 12

In artikel 54/7, § 1, tweede zin, moeten de woorden “de Regering” worden vervangen door de woorden “de Koning”.

Artikel 13

Aangezien er sprake van is wettelijke bepalingen op te heffen die samenhangen met het publiekrechtelijk statuut van het bedrijf of van de betrokken bedrijven en de continuïteit van een openbare dienst te waarborgen door sociale rechten te garanderen, kan de wetgever aan de Koning niet de keuze laten om al dan niet de maatregelen te nemen die vereist zijn om de betreffende doelstellingen te bereiken. Artikel 54/8 moet met andere woorden zo worden gesteld dat de Koning gehouden is alle nodige maatregelen te treffen om de essentiële doelstellingen te bereiken die in de ontworpen tekst worden opgesomd.

De inleidende zin van het ontworpen artikel 54/8 moet derhalve als volgt worden gesteld:

“Art. 54/8. Ingeval de Koning een verrichting als bedoeld in artikel 54/7, § 1, toestaat, neemt Hij, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, alle maatregelen die nodig zijn teneinde:”.

Artikel 17

In het ontworpen artikel 148*bis*, § 4, wordt melding gemaakt van “leden 1 tot 3”, terwijl die paragraaf 4 maar twee leden telt.

Die bepaling moet worden gecorrigeerd.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY